

Cote du document:	EB 2008/95/R.30
Point de l'ordre du jour:	11 d) ii)
Date:	4 novembre 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République de Bolivie

Mémoire du Président

Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées

Élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Roberto Haudry de Soucy

Chargé de programme de pays

téléphone: +57 1 2177234

courriel: fidacolombia@cablenet.co

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à l'élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible du projet telle qu'elle figure au paragraphe 12.

Mémoire du Président

Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées

Élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible

I. Généralités

1. En septembre 2000, le Conseil d'administration a, lors de sa soixante-dixième session, approuvé un prêt d'un montant de 9,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions d'USD) à la République de Bolivie, à des conditions particulièrement favorables, afin de financer le projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées.
2. L'objectif général du projet est de réduire la pauvreté rurale et la désertification pour que les groupes de bénéficiaires puissent améliorer sensiblement leur situation économique. Cela suppose: i) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles à travers le renforcement des capacités des *campesinos* pour une gestion durable et rationnelle de ces mêmes ressources; et ii) la promotion de l'accès à l'assistance technique et autres services ruraux en vue de consolider les organisations de petits agriculteurs et les municipalités.
3. En raison de toute une série de changements institutionnels et politiques survenus en Bolivie, le projet n'est entré en vigueur qu'en août 2003. L'organisme d'exécution chargé de la mise en valeur a été démantelé et une nouvelle institution a été choisie. Initialement placé sous la responsabilité du Ministère de l'environnement (démantelé en 2005), le projet relève maintenant du Ministère de la planification.
4. Malgré les lenteurs de démarrage, le projet a, durant ses quatre années d'exécution, mis en place des mécanismes d'intervention rigoureux et obtenu des résultats importants pour les bénéficiaires. Plus de 500 communautés et associations de *campesinos* ont tiré parti de l'augmentation des ressources naturelles en termes de quantité et de valeur commerciale, plus de 1 000 micro-plans d'activité pour les petits groupements sont en cours de mise en œuvre, et un accroissement significatif du capital humain et social a été constaté par la mission d'examen à mi-parcours effectuée par le FIDA (novembre 2006), par la mission de supervision (décembre 2007) ainsi que lors des récentes visites d'appui à l'exécution réalisées par le chargé de programme de pays (mai et août 2008).
5. Par ailleurs, la mission d'examen à mi-parcours a recommandé d'élargir la couverture du projet aux zones et familles avoisinantes et de restructurer les catégories du prêt afin d'améliorer la performance et le déroulement du projet.

II. État d'avancement du projet

Exécution du projet: performance et état d'avancement

6. Les activités du projet ont eu un impact significatif sur la zone d'intervention. La composante gestion des ressources naturelles a été mise en œuvre grâce à des fonds d'incitation (alloués sur une base compétitive) et au fonds de renforcement des ressources humaines (formation en ateliers et sur le terrain).
7. La mise en œuvre de la composante services ruraux repose sur des plans d'activité et des projets de services ruraux approuvés par les comités locaux; ceux-ci apportent également un appui à la mise en valeur des terrasses et aux organisations de lutte contre la désertification.

8. Même si 40% seulement des fonds ont été décaissés, le projet a touché plus de 14 000 hommes et femmes (la cible du projet étant de 15 000) originaires d'un large éventail de communautés et municipalités rurales confrontées à de graves problèmes de désertification.

III. Proposition d'élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible du projet

9. La mise en œuvre du projet a eu un impact positif au sein de la zone d'intervention. Différentes possibilités en faveur d'une nouvelle délimitation de la zone du projet ont été identifiées et des demandes d'assistance ont été adressées par d'autres zones rurales.
10. Conformément aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration, la zone du projet couvrait 26 municipalités des départements de Tarija et Chuquisaca dans la région du Chaco et du département de La Paz dans la région des hautes vallées. L'emprunteur a demandé que la zone du projet soit élargie à 27 autres municipalités des écorégions suivantes: vallées inter-andines (4 municipalités), hautes vallées (12 municipalités), vallées du nord (9 municipalités) et Chaco (2 municipalités). Par conséquent, la nouvelle zone d'intervention couvrirait désormais 53 municipalités au total, comme le montre la carte ci-jointe.
11. La zone de projet initiale comptait une population de 343 417 habitants, soit 79 600 familles environ, et le groupe cible regroupait 58 470 familles. Avec 40 000 familles supplémentaires, le groupe cible élargi comprendrait désormais 100 000 familles au total – 50% de personnes de langue quechua, 30% de *campesinos* Chaqueño (Guaranis, Weehenayeks et autres peuples autochtones) et le pourcentage restant composé de groupes métis.

IV. Recommandation

12. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les modifications proposées en adoptant la résolution suivante:

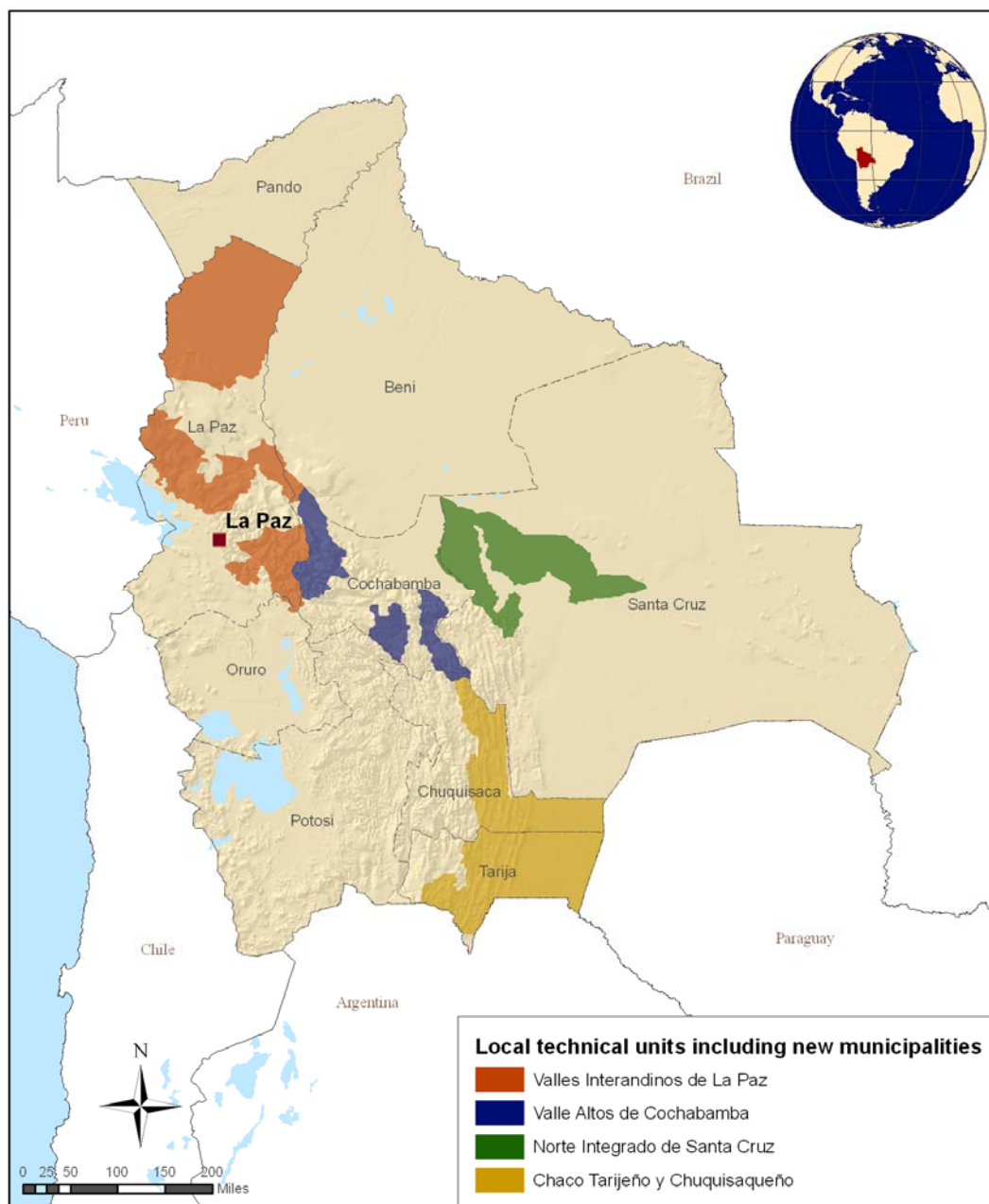
DÉCIDE: que le Fonds approuvera l'élargissement de la zone d'intervention et du groupe cible du projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées en République de Bolivie, à compter de la date d'approbation du présent document et selon les modalités et conditions qui y sont indiquées.

Le Président
Lennart Båge

Carte de la zone du projet

Bolivia

Management of Natural Resources in the Chaco and High Valley Regions Project



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.